

Des affaires cryptiques



Le 18 décembre 2017, le bitcoin coûtait 18 674 dollars US après une envolée vertigineuse. C'était juste avant sa chute. Six semaines plus tard, il s'échangeait contre 7000 dollars US et le 14 décembre 2018 il coûtait encore tout juste 3156 dollars US. Rétrospectivement, le bilan était rapidement dressé: bulle spéculative suivie d'une explosion. Ensuite tout est redevenu calme autour du bitcoin et des autres cryptomonnaies.

A la fin du printemps, le bitcoin est sorti de son hibernation. En avril 2019, il a bondi assez fortement d'environ 4000 à quelque 5000 dollars. Il a ensuite entamé une nouvelle envolée à un rythme effréné, à l'instar de ce qu'il s'était passé à l'automne 2017. A l'heure actuelle, sa cote est de nouveau nettement supérieure à 11 000 dollars US. Seule une conclusion s'impose. Les spéculateurs sont de nouveau de la partie. Pour l'instant, ils ne s'intéressent pas encore à toutes les cryptomonnaies. A l'aune de sa capitalisation boursière de 60%, le bitcoin est de nouveau clairement le numéro un et a décroché toutes les autres cryptomonnaies. Mais si l'engouement devait se prolonger, les autres nombreuses cryptomonnaies, par exemple Ethereum, XRP, Bitcoin Cash ou Litecoin, devraient également suivre le mouvement et peut-être même les petites monnaies exotiques Zcash, Maker, VeChain et autres. Lorsque l'on recherche les causes de l'actuelle explosion des cours, on trouve en tous cas des raisons, contrairement à la phase d'expansion initiale. L'annonce de Libra par Mark Zuckerberg a enflammé l'imagination des spéculateurs. Ils estiment que Facebook est d'un tout autre calibre que les nombreuses petites sociétés de cryptomonnaies. Grâce à Facebook, les moyens de paiement numériques réussiront enfin leur percée. Autrement dit, les cryptomonnaies sont de nouveaux prometteuses et très recherchées. Ce n'est pas exclu, mais il n'y a aucune certitude.

Des avis partagés

L'entreprise est en effet extrêmement controversée, comme on peut en juger par les réactions à l'annonce de Libra. Elles vont de l'euphorie au refus en passant par le scepticisme et divisent ainsi les partisans et les sceptiques. Il était prévisible que les sociétés technologiques se tailleraient tôt ou tard une part encore plus grande du gâteau des services financiers. Actuellement, la part de marché des douze plus grandes sociétés technologiques dans le chiffre d'affaires global du secteur financier est à peine supérieure à 10%. Etant donné que ces sociétés possèdent de très nombreuses informations à notre sujet, le développement de leur modèle d'affaires dans le sens de services complémentaires dans le secteur des services financiers est une évidence. Les évaluations de solvabilité, la gestion des risques, voire les crédits

26.06.2019

Raiffeisen Economic Research
economic-research@raiffeisen.ch
Tél. +41 44 226 74 41

proposés par des sociétés technologiques n'ont plus rien d'utopique et sont juste une question de temps. Dès à présent, Libra a en revanche tous les atouts pour devenir rapidement le premier moyen de paiement au monde et donc pour réaliser ce que le bitcoin et les autres «anciennes» cryptomonnaies n'ont jamais réussi à faire. La nouvelle envolée des prix de ces dernières s'inscrit donc dans le sillage de Libra, bien que les deux concepts soient totalement différents. Libra n'est pas miné et bénéficie du soutien d'acteurs réellement importants.

Tout est une question de masse

Libra doit devenir un moyen de paiement, tels que l'euro ou le dollar, mais purement numérique. C'est ce que le bitcoin et Cie. ont également tenté, mais en vain, car il leur manquait la confiance et surtout la masse. La création d'argent par le biais du minage est aussi très particulière. C'est ainsi que les cryptomonnaies sont tombées au rang de placement hautement spéculatif au lieu d'être un moyen de paiement largement accepté. Il n'y a guère que les congrès de pirates ou le Dark Net où les cryptomonnaies constituent des moyens de paiement courants. A quelques rares exceptions près, elles n'ont jamais réussi pour l'instant à percer dans le «monde conventionnel». Pour cela, elles sont tout simplement trop volatiles. La valeur du Libra devrait moins fluctuer, du fait de sa masse. Les conditions d'une percée sont ainsi réunies. Les plates-formes de paiement numériques sont certes déjà légion dans le monde. En Suisse, nous avons par exemple Twint. Mais Facebook avec ses près de 2,5 milliards d'utilisateurs est d'un tout autre calibre et n'est en outre pas seul impliqué dans le projet. C'est en effet l'un des 28 partenaires actuels de la Fondation Libra (Libra Association), dont le siège se trouve d'ailleurs à Genève. La trentaine de membres de la Fondation Libra est issue des médias sociaux (Facebook avec calibra), du commerce électronique (ebay, Farfetch et mercado libre), du Ride-Share (Uber, Lyft), de la musique (Spotify), de la blockchain (coinbase, xapo, etc.), des télécommunications (iliad et Vodafone), des paiements (VISA, Mastercard, PayPal, etc.) et du tourisme (Booking Holdings). Des organisations à but non lucratif, telles que Women's World Banking, kiva et Mercy Corps sont également présentes, tout comme des sociétés d'investissements ou des capital-risqueurs (Andreessen Horowitz, Thrive Capital, etc.). L'effectif de la Fondation doit progresser jusqu'à une centaine de membres d'ici au lancement de la nouvelle monnaie en 2020. Un apport de dix millions de dollars est requis pour participer à la Fondation Libra. Les barrières d'entrée sont donc relativement élevées, pour l'instant du moins, comme le souligne la Fondation. Mais une chose est déjà sûre. Libra est grand et sa conception est suffisamment bonne pour lui permettre de devenir un moyen de paiement numérique universellement reconnu. Il ne s'agit certes que d'une idée pour l'instant, mais d'une idée de génie.

Des affaires cryptiques

26.06.2019

Raiffeisen Economic Research

economic-research@raiffeisen.ch

Tél. +41 44 226 74 41

Comment Libra fonctionne-t-il?

Libra s'appuie également sur la technologie de la blockchain, mais ne doit pas fluctuer, contrairement aux autres crypto-monnaies. La stabilité du moyen de paiement numérique doit être garantie par un fonds de réserve, dans lequel les membres fondateurs ont déjà injecté de l'argent et que chaque nouveau membre alimente avec son droit d'entrée de 10 millions de dollars déjà évoqué. La Fondation Libra fournit des jetons Libra à ses utilisateurs en échange de dollars, d'euros ou d'autres monnaies et les produits de ces ventes sont également versés au fonds de réserve. L'utilisateur dispose désormais d'un wallet (portefeuille électronique) sur lequel lui sont crédités les Libra et il peut par exemple effectuer des virements et des achats depuis Whatsapp ou Facebook Messenger, ou utiliser des rabais, par exemple chez ebay ou Uber, qu'il reçoit lorsqu'il sollicite ou achète leurs prestations en Libra. C'est ainsi que l'on pourrait imaginer le fonctionnement. Les membres de la Fondation reçoivent des dividendes du fonds de réserve. Celui-ci investit les dollars ou euros reçus en emprunts d'Etat ou dépôts bancaires. Il faut se rendre à l'évidence: si cette initiative est couronnée de succès, le système financier mondial sera confronté à un sérieux changement.

Bien-pensants

Avec une certaine vantardise, Mark Zuckerberg a laissé entendre que l'on ne changerait pas uniquement l'économie mondiale, mais que l'on offrirait également une vie meilleure aux gens, partout dans le monde. Une fois de plus, le bien-pensant de la Silicon Valley. Mais ce n'est pas le cas, car de nouveaux potentiels commerciaux s'offrent à Facebook. Il suffit de penser aux quelques 90 millions de petites entreprises qui sont actuellement présentes sur Facebook. Si elles venaient à miser sur Libra, Facebook pourrait devenir une gigantesque place de marché. Le fait que Facebook générera également Calibra sous la forme d'une entreprise indépendante distincte du secteur des médias sociaux pour des raisons liées à la protection des données en dit également long. D'une part, les utilisateurs devront faire l'objet d'une identification plus poussée que les clients des médias sociaux pour des raisons liées aux obligations en matière de lutte contre le blanchiment d'argent. D'autre part, Facebook aimeraient sans doute se préparer dès aujourd'hui, dans l'hypothèse où la politique viendrait à démanteler le groupe. Et surtout pour ne pas risquer d'être soupçonné de faire passer les propres intérêts commerciaux avant la protection de la sphère privée. Soyons francs: qui confierait de l'argent à Facebook après l'affaire Cambridge Analytica et les autres scandales liés aux données. Toute cette affaire pourra néanmoins avoir du bon. Les personnes dites «unbanked» sur cette planète, que l'on estime à plus de 1,5 milliard d'individus, auraient peut-être enfin accès à des services bancaires abordables. Selon les officiels de Facebook, un virement devrait être à peu près aussi facile que l'envoi d'un SMS, éventuellement par Whatsapp ou Facebook Messenger. Cela ne devrait donc pas

être très cher et signifierait sans doute aussi la fin des coûteux virements à l'étranger. Un autre potentiel pourrait être accessible à cet égard. En 2018, les migrants ont viré près de 700 milliards de dollars dans leurs pays d'origine. Barclays estime par conséquent que Facebook pourrait réaliser un chiffre d'affaires de près de 20 milliards avec Calibra dès 2021. Il ne saurait donc pas être question d'altruisme mais de calculs purs et durs.

Une surveillance entre indulgence et prudence

«Ça ne peut pas et ça ne doit pas devenir une monnaie souveraine» a déclaré le ministre des finances français Bruno Le Maire à propos des plans de Libra. Certains représentants des banques centrales ont également fait part de leurs préoccupations. Un système de paiement privé est en effet créé, pour lequel il n'existe pas encore de réglementations aujourd'hui. Les autorités nationales de surveillance des marchés financiers ou les banques centrales devraient certainement encore se faire entendre avant le jour J. N'oublions pas non plus que les banques centrales sont toujours les émettrices des monnaies de couverture du Libra et qu'elles ont donc une certaine influence sur le méga-projet. Si elles devaient juger le projet excessif, elles pourraient par exemple empêcher la reconversion du Libra en monnaies nationales. C'est apparemment aussi ce que pense la Banque nationale suisse (BNS). Selon les médias, le directeur de la BNS, Thomas Moser, ne semblait pas inquiet lors d'une conférence sur les cryptomonnaies organisée à Zoug, mardi dernier. Selon Joachim Wurmeling, membre du directoire de la Deutsche Bundesbank, celle-ci se montre en revanche prudente quant à la perspective de voir Facebook devenir le premier gestionnaire de fortune au monde, ce qui lui donnerait une importance systémique. Mais cela n'arrivera pas du jour au lendemain. Le système de paiement devra d'abord faire ses preuves. La situation pourrait en revanche devenir problématique pour les pays dans lesquels la population ne fait pas confiance à sa propre monnaie. Elle pourrait opter pour un moyen de paiement adossé à des monnaies plus fortes. Ainsi, la dépréciation de la monnaie nationale s'accélérerait encore plus et renforcerait l'instabilité. Mais ce sont les prestataires de services financiers traditionnels qui seront le plus affectés, car leurs modèles d'affaires traditionnels devraient être durement ébranlés, au cas où les monnaies numériques parviendraient effectivement à s'établir. Les prestataires de services financiers devraient bientôt se retrancher derrière la réglementation si impopulaire et exiger de pouvoir lutter à armes égales.

Martin Neff, chef économiste de Raiffeisen

La prochaine édition de cette publication paraîtra le 03 juillet 2019.

Mentions légales importantes

Ceci n'est pas une offre

Les contenus publiés dans le présent document sont mis à disposition uniquement à titre d'information. Par conséquent, ils ne constituent ni une offre au sens juridique du terme, ni une incitation ou une recommandation d'achat ou de vente d'instruments de placement. La présente publication ne constitue ni une annonce de cotation ni un prospectus d'émission au sens des articles 652a et 1156 CO. Seul le prospectus de cotation présente les conditions intégrales déterminantes et le détail des risques inhérents à ces produits. En raison de restrictions légales en vigueur dans certains Etats, les présentes informations ne sont pas destinées aux ressortissants ou aux résidents d'un Etat dans lequel la distribution des produits décrits dans la présente publication est limitée.

Cette publication n'est pas destinée à fournir au lecteur un conseil en placement ni à l'aider à prendre ses décisions de placement. Des investissements dans les placements décrits ici ne devraient avoir lieu que suite à un conseil approprié à la clientèle et/ou à l'examen minutieux des prospectus de vente contraignants. Toute décision prise sur la base de la présente publication l'est au seul risque de l'investisseur.

Exclusion de responsabilité

Raiffeisen Suisse société coopérative fait tout ce qui est en son pouvoir pour garantir la fiabilité des données présentées. Cependant, Raiffeisen Suisse société coopérative ne garantit pas l'actualité, l'exactitude et l'exhaustivité des informations divulguées dans la présente publication. Raiffeisen Suisse société coopérative décline toute responsabilité pour les pertes ou dommages éventuels (directs, indirects et consécutifs) qui seraient causés par la diffusion de cette publication ou de son contenu, ou liés à cette diffusion. Elle ne peut notamment être tenue pour responsable des pertes résultant des risques inhérents aux marchés financiers.

Directives visant à garantir l'indépendance de l'analyse financière

Cette publication n'est pas le résultat d'une analyse financière. Par conséquent, les «Directives visant à garantir l'indépendance de l'analyse financière» de l'Association suisse des banquiers (ASB) ne s'appliquent pas à cette publication.